

Mali-France : Départ du dernier soldat français

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 16 AOÛT 2022

1160

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

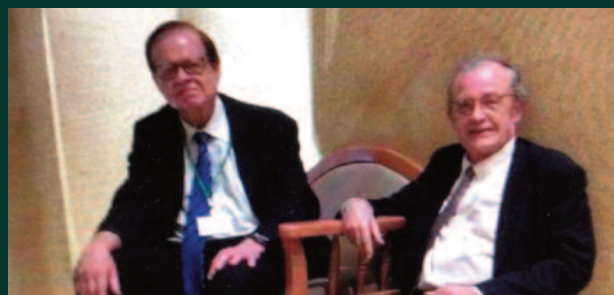


Macky Sall au Mali

Mission normalisation



Accusés de tentative d'atteinte à la sûreté de l'État : Les 49 soldats ivoiriens placés sous mandat de dépôt



Décès du Vice-Président de la Fondation Forum de Bamako : L'Émouvant hommage du Président Abdoullah Coulibaly



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

15 août
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecter



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

499

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

01

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

559 591 Vaccinations incomplètes

1 531 445 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

31 245

Guéris

30 425

Décès

739

dont 06 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.14



P.21



P.31



/ Une /

Macky Sall au Mali : Mission normalisation

P.5

/ Brèves /

Décès du Vice-Président de la Fondation Forum de Bamako : L'Émouvant
 hommage du Président Abdoullah Coulibaly P.12
 Emprunt obligataire par appel public à l'épargne : « État du mali 6,20% 2022-2032 » P.12
 Opérations aériennes : Les FAMA ont effectué 129 vols en juillet P.13
 Mali-Sénégal : Le président Goïta a accueilli son homologue sénégalais P.13
 Lutter contre les terroristes : Moscou réaffirme son intention d'aider le Mali P.14
 Après neuf ans d'opérations : Les derniers soldats français quittent le Mali P.14
 Espagne : 45 migrants secourus au large des canaries, trois morts à déplorer P.14
 Mali : Les derniers soldats français de l'opération « barkhane » ont quitté le pays P.15
 Mali : Session spéciale DEF et BAC P.15

/ Actualité /

Mali-France : Départ du dernier soldat français P.21
 Accusés de tentative d'atteinte à la sureté de l'État : Les 49 soldats ivoiriens
 placés sous mandat de dépôt P.22
 Mali : La participation allemande à la Minusma toujours suspendue P.24
 Mali : L'expert de l'ONU gravement préoccupé par la détérioration de la situation
 sécuritaire et des droits humains P.25
 Face aux ennemis intérieurs et extérieurs : Le Mali restera debout ! P.27

/ Politique /

Retards dans la mise en place des membres de l'AIGE : Cette lenteur va-t-elle
 impacter la tenue des futures élections ? P.30
 Des organisations de la société civile face à la presse : « Le processus de mise en place
 de l'autorité indépendante de gestion des élections souffre de vices de procédure » P.31

/ Culture & société /

Mariage précoce : Halte au fléau

P.32

/ International /

RCI : La Directrice Exécutive de l'Organisation Internationale du Café (OIC) reçue en
 audience par le Représentant Permanent de la Côte d'Ivoire pour les Produits
 de Base P.33
 Crise guinéenne : L'agenda du médiateur se précise pendant que la junte entretient
 le flou P.34

/ Sport /

Espagne : Ronaldo entame son plan secret pour revenir au Real Madrid

P.35

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Macky Sall au Mali

Mission normalisation

Normaliser les relations d'amitié voire de parenté et de bon voisinage entre le Mali et le Sénégal et s'impliquer fortement dans la normalisation des relations entre le Mali et la Côte d'Ivoire : voici les deux objectifs de la visite – éclair du président Macky Sall au Mali, hier 15 août 2022. Avec cette visite, le Mali aussi signe son retour dans le concert des nations.

Il était 10 heures 20 minutes quand l'avion du Président de la République Sénégalaise Macky Sall et sa délégation atterrissait sur

le tarmac de l'aéroport international Modibo Keita. A sa sortie, Macky Sall a été accueilli par le Président de la Transition, le Colonel As-

simi Goïta, toujours avec le visage placide et une démarche cadencée. L'atmosphère était détendue entre les deux chefs d'Etat. L'hospitalité malienne a rythmé cet accueil chaleureux réservé à Macky Sall, dans la pure tradition malienne.

C'était en présence du Président du Conseil National de la Transition, le Colonel Malick Diaw, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, des membres du gouvernement et du corps diplomatique. C'est la première visite du Président Sénégalais, Macky Sall, au Mali depuis la rectification de la Transition. Après les civilités au pavillon présidentiel de l'aéroport Président Modibo Keita – Bamako - Senou, di-



rection Koulouba où le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta et son hôte du jour ont eu un entretien à huis clos. Ensuite cette rencontre a été élargie aux autres membres des délégations malienne et sénégalaise. Au menu de leurs échanges : la coopération bilatérale, internationale et la situation socio-politique malienne pour un retour rapide à l'ordre Constitutionnel.

Cette visite du président Sénégalais intervient après la levée des sanctions inhumaines, injustes et illégales imposées au Mali par les chefs d'Etat de la Cédéao. Incontestablement, le Mali est en train de revenir dans le concert des nations lentement mais dignement et fièrement. Cette visite a permis de briser la glace de méfiance qui s'était installée entre le Mali et le Sénégal après l'embargo. Après les convulsions, les tractations, les subterfuges, l'espoir renaît pour le raffermissement des relations entre le Mali et ses voisins. Dans l'interview que Macky a accordé à la presse, il a rappelé la place prépondérante et le rôle du Mali en Afrique en général et singulièrement

en Afrique de l'Ouest.

Le Président de la République du Sénégal, Macky Sall s'est en effet dit porteur d'un message d'amitié, un message de bon voisinage, un message d'Afrique aux côtés du peuple frère du Mali. « **Le Mali comme vous le savez est un pays très important pour nous en Afrique. C'est un pays pivot en Afrique. Pays frontalier avec la plupart de nos Etats qui est très lié au Sénégal par la géographie, l'histoire, tout ce qui nous lie** », a-t-il souligné. Et de poursuivre que dans ce contexte, il est venu voir son jeune frère, Colonel Assimi Goïta, Président de la Transition et les autorités de la Transition pour échanger, travailler ensemble pour une issue heureuse pour cette transition et pour que le Mali reprenne totalement sa place dans le concert des nations africaines et dans le concert international. « **C'est plutôt une visite d'amitié et de solidarité** », a-t-il fait savoir.

Après cette visite officielle, signe de la vitalité des relations entre les deux pays, le Président Macky Sall n'a pas manqué de souligner l'en-

gagement des autorités de la Transition afin de poser les jalons d'une gouvernance vertueuse.

Le président en exercice de l'Union africaine et membre éminent de la CEDEAO ne pouvait pas faire l'impasse sur l'affaire des « **49 militaires-mercenaires** » arrêtés à Bamako et placés sous mandat de dépôt à la veille de son arrivée. A cet égard, il a déclaré le besoin « de faciliter ce contentieux avec les militaires ivoiriens dans le cadre d'une solidarité africaine, de trouver de solution africaine » en se montrant quelque peu rassuré « Bien sûr j'ai bien noté toute ... sa disponibilité à dialoguer, le Mali reste disponible et nous allons poursuivre avec la Côte d'Ivoire également ». Avant bien évidemment de « **saluer les efforts du président Faure Gnassingbé qui a été, vraiment quelqu'un qui a travaillé pour une solution et je pense, je ne désespère pas qu'on y arrivera In Cha Allah** ».

■ Ibrahim Sanogo

■ Croissanceafrique.com

CA

(CROISSANCE AFRIQUE)-Verdant Capital a annoncé que son fonds Verdant Capital Hybrid Fund (le « Fonds ») a réalisé un premier investissement, consacré à Watu Credit Uganda Limited (« Watu »). Grâce à cette opération de 7 millions USD, Watu pourra élargir ses activités de financement des motos dans tout l'Ouganda. Pour Watu, il s'agit d'une étape importante dans ce pays, son deuxième marché après le Kenya, où l'entreprise a été créée en 2015....

■ Awa Sylla



Ma rivale et mon chéri.
Mais Demba Coulibaly pourquoi ta mère ne met pas foulard.
Elle a bonne mine deh .



Macky a dit toute à l'heure alors qu'il partaient à l' aéroport:
Il faut vraiment s'approcher et échanger avec ces jeunes militaires du Mali pour connaître leurs hospitalités, leur respect, leur amour et leur vision pour l'Afrique, il faut vraiment les approcher pour les connaître.
Je suis vraiment fier d'eux et je demande pardon pour les mots que j'ai eu à dire sur eux avant aujourd'hui.
Ceux qui me rapportaient les informations n'ont fait que me mentir.
Bravo à vous son excellence ASSIMI GOÏTA et tout son gouvernement.
Votre peuple vous a vraiment compris et désormais moi aussi .

■ Kassoum Thera



Liverpool, on sent l'absence de Sadio Mané

Liverpool mené un but à zéro par Christal Palace grâce à une réalisation de l'ivoirien Wilfried Zaha à la 32e minutes

Départ de Barkhane, ce que je pense (1)

Accueille au Mali avec tambours et trompettes il ya une dizaine d'années, l'armée française est partie ce jour 15 août sur la pointe des pieds avec un bilan mitigé dans la lutte contre le terrorisme. Maintenant il revient à nos FAMAS de prendre le taureau par les cornes dans cette croisade face aux groupes obscurantistes car comme le dit un adage bambara # dougoutigui koro te dougnelé fé#, autrement dit un ancien chef de village ne souhaite pas voir le village prospérer après son règne. Ainsi le vœu Barkhane, serait de voir Bamako regretter son départ. Donc l'armée malienne doit être maintenant vigilante dans toute sa composante sur l'ensemble du territoire national pour faire face à toutes les éventualités pour la simple raison que le départ de Barkhane peut être surtout une source de motivation pour les différents katibas à multiplier les attaques contre nos positions.

Que dieu sauve le Mali de ses agresseurs

A suivre



■ Mali Actu



En dépit d'un début de saison royalement mené, avec notamment un sacre pour le Trophée des Champions, le Paris Saint-Germain est éclaboussé par la discorde entre Kylian Mbappé et Neymar. En effet, une polémique a éclaté samedi soir entre les deux stars des Rouge et Bleu.



De nouvelles accusations surprenantes sont devenues virales sur les médias sociaux après qu'une autoproclamée déesse marine a interpellé l'attaquant le plus prolifique du Ghana, Asamoah Gyan, à propos de la disparition du défunt chanteur ghanéen Castro.



■ Abdoul Momini Bokoum



"La catastrophe arrive vite, quand on n'a pas le courage de se parler, d'échanger, de regarder l'autre, de faire confiance à l'autre, si différent et si proche, aux voisins si sacrés, aux amis si chers, aux partenaires si nécessaires, quand tout se réduit au pouvoir, à la quête du pouvoir ! Aux problèmes politiques, il faut de vraies solutions politiques. Pas de faux fuyant ! Elles peuvent être difficiles à trouver, mais nous devons les trouver ensemble à coup de concessions, de compromis conformes à l'Etat de droit, de compromis démocratiques. Les problèmes politiques mal résolus finissent par prendre des dimensions régionalistes, puis ethniques, puis religieuses et conduisent à l'anarchie. Il nous faut aujourd'hui dans tous nos pays, un fond politique apaisé

pour pouvoir bien aborder et résoudre les difficiles situations économiques et sociales." Extrait du discours d'Alpha Oumar Konaré



■ Malick Konate



Réhabilitation de la route de Baco-Djicoroni Golf : Un arrangement qui dérange Depuis quelques temps, le gouvernement de la transition du Mali a entrepris des travaux de réhabilitation de certaines voies publiques empruntées de façon fréquente par les usagers de la capitale. C'est dans ce cadre, peut-on comprendre que des travaux de la route Bacodjicoroni ACI/SUD ou Golf dans son appellation commune, ont démarré il y a environ deux semaines.



■ Bacary Camara



C'est à bord du FALCON personnel du roi du Qatar, que le président Alpha Oumar Konaré a regagné Bamako, après une courte escale à Djeddad en Arabie Saoudite. Il venait de passer trois jours de visite dans ce petit émirat gazier et pétrolier, où il a été accueilli avec faste et grandeur, par le roi Al Thani dans les locaux féériques du palais royal du Qatar. Un banquet exceptionnel a été offert au président et sa délégation qui comprenait Modibo Sidibé, alors Ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale. Le palais princier de Doha est la résidence officielle et le bureau de l'émir du Qatar. Il est situé dans le cœur historique de la ville de

Doha, la capitale de l'émirat, et est également le siège de la cour princière du Qatar ainsi que la résidence officielle de la famille princière Al-Thani.

C'est aussi au cours de cette même visite que le président Konaré a appris avec une grande affliction la mort brutale de Darahmane Hamidou Touré dit Darhat, président de la chambre de commerce du Mali, une personnalité charismatique, médiatique et surtout un homme d'influence dans le monde des affaires. La délégation présidentielle était logée au palais des hôtes à Doha, capitale du Qatar. Le pilote de l'avion un britannique assisté d'une philippinienne (60% de la population Qatarie est d'origine étrangère) se sont alors pliés aux exigences de la délégation présidentielle pour ramener rapidement le président Konaré à la maison, car il ne voulait en aucune manière rater les obsèques de l'illustre disparu.

B.CAMARA, Journaliste.



Financial Afrik



Le Nigeria s'est endetté auprès du Groupe de la Banque mondiale (BM) à hauteur de 660 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2022. Au 31 décembre 2021, la dette globale du Nigeria envers l'institution était de 12,38 milliards de dollars.



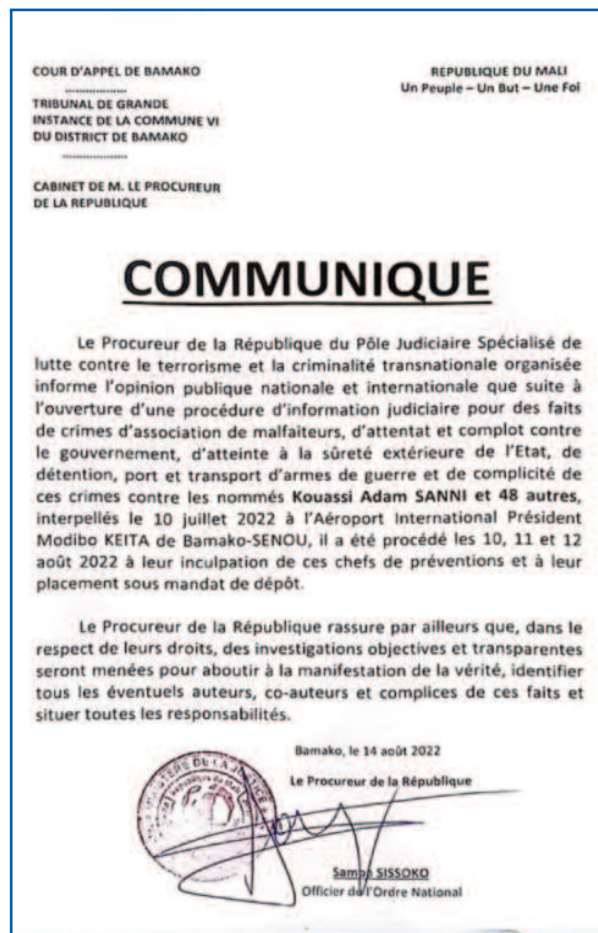
Ouverture Média - OM



OM INFO : Affaire des 49 soldats ivoiriens. Communiqué du Procureur de la République suite au placement sous mandat de dépôt des 49

soldats ivoiriens inculpés pour des faits de crimes d'association de malfaiteurs, d'attentat et complot contre le gouvernement, d'atteinte à la sûreté extérieure de l'état, de détention, port et transport d'armes de guerre et de complicité de crimes.

#OM #TD



Adja Cissé



Mali : SOS nourrissons en danger à Gao à cause du blocus sur Boni par les terroristes, même le lait pour bébé n'est plus accessible à Gao.

Oumar Maiga



Please Diminuez vos haines contre ce monsieur extraordinaire qui veut seulement servir son pays

Il se tue nuits et jours pour nous avec tous les coups bas de l'extérieur et surtout de la France, les trahisons de l'intérieur et surtout et surtout la situation très très difficile du pays

Alors c'est de la bénédiction de nous tous qu'il a besoin et non cette haine haineuse sans cause pour le bonheur de nous tous car le bonheur du pays est le bonheur de nous tous

Prompt rétablissement le guerrier



■ Oumar Barou Officiel



C'est un fait. Comme Modibo Keita au début des années 60, le Col. Assimi Goita vient d'obtenir le départ des soldats Français du Mali.



■ Colonel Assimi GOITA



J'ai reçu ce matin mon homologue sénégalais SEM @MackySall, en visite de travail et d'amitié à Bamako. Discussions autour de sujets relatifs à la bonne marche de la transition et l'appui de l'Union Africaine. Nous avons convenu de renforcer la coopération entre le mali et le Sénégal



■ Serge Daniel



Mali-Sénégal /J'ai d'excellents retours de la visite de Macky Sall (Pdt du Sénégal et de l'UA) à Bko ce 15/08. " Sur la coopération entre nos 2 pays, sur nos rapports avec d'autres, sur l'affaire des 49 militaires ivoiriens, Macky Sall a su nous parler "(un officiel malien)

■ Amachagh



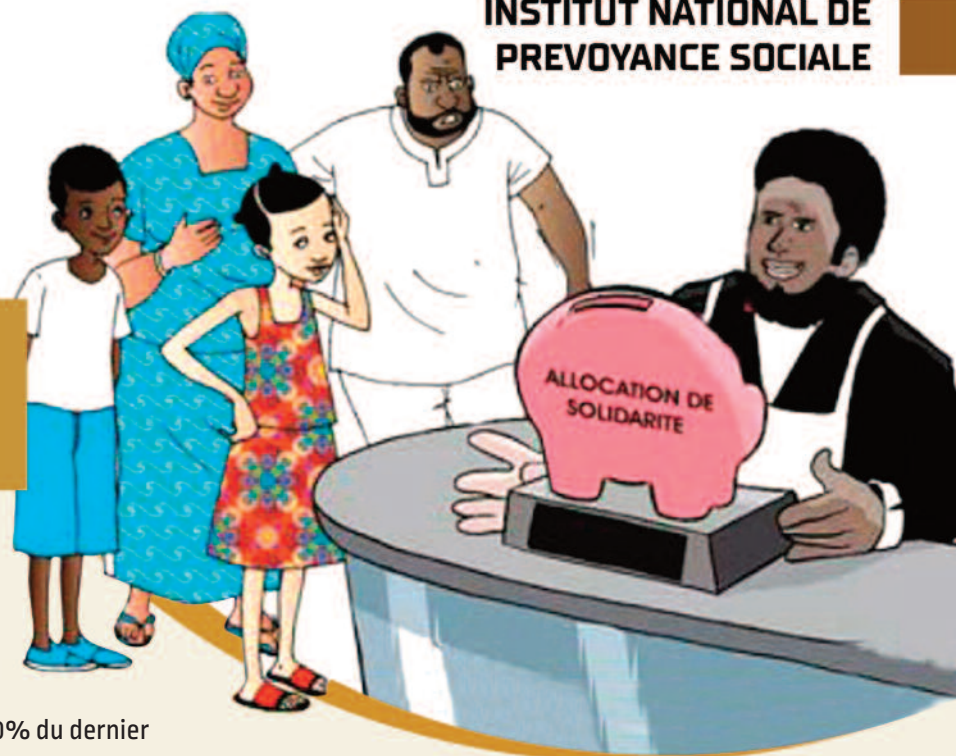
#Gao Au lieu de marcher pour : vie chère, pénurie de médicaments, blocus de la RN16, manque d'électricité/réseau, banditisme chronique...C'est pour le départ de Barkhane qui est même déjà parti (18 août, transfert). On marche sur la tête !
@Walid_Leberbere
@ocisse691
@YGuichaoua

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com



L'ALLOCATION DE SOLIDARITE

Conditions d'ouverture du droit :

- Être Agé de 53 ans au moins,
- Avoir accompli au moins 6 années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation,
- Ne pas disposer de ressources supérieures à 80% du dernier salaire perçu,
- Introduire la demande à l'INPS dans un délai de deux (2) ans à compter de la cessation d'activité.

Les pièces constitutives du dossier de la demande d'allocation de solidarité

Pièce à fournir	Responsable Autorité de délivrance	Responsable du remplissage
Demande d'Allocation de Solidarité	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	L'assuré
Certificat d'emploi et de salaires	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	Le dernier employeur. éventuellement rempli par les précédant sur des imprimés distincts lorsque l'assuré a fait mois de 8 ans chez le dernier employeur.
Certificats de travail	Tous les employeurs de l'assuré	Chaque employeur de l'assuré doit un fournir un certificat de travail
Justificatifs des rémunérations perçues	Employeur / Salarié	L'employeur (quelques bulletins de salaire)
Certificat de vie	Autorité municipale	Autorité municipale

Calcul de l'allocation de solidarité

L'allocation de solidarité est calculée sur la base de trois éléments prédéterminés:

- le salaire minimum interprofessionnel garanti multiplié par le coefficient 2;
- le taux d'annuité (TA) qui est fixé par la loi à 2%;
- la durée minimale d'assurance (DMA).

Le montant de l'allocation de solidarité (AS) s'obtient en appliquant la formule suivante :

$$AS = SMIG \times 2 \times TA \times DMA$$

Exemple : Un assuré âgé de 54 ans comptant 9 années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation qui a eu une rémunération totale de 9 463 616 FCFA au cours des huit dernières années d'activité.

L'allocation de solidarité de l'intéressé se calcule comme suit :

- le salaire minimum interprofessionnel garanti multiplié par le coefficient 2 : $40\ 000\ FCFA \times 2 = 80\ 000\ FCFA$
- le taux d'annuité (TA) : 2%
- la durée minimale d'assurance (DMA) : 13 ans
- le montant de l'allocation de solidarité est de : $80\ 000\ FCFA \times 2 \times 2\% \times 13 = 20\ 800\ FCFA$.

Date d'effet :

L'allocation de solidarité prend effet le premier jour du mois civil qui suit la date de réception de la demande de liquidation de la retraite.

Décès du Vice-Président de la Fondation Forum de Bamako : L'Émouvant hommage du Président Abdoullah Coulibaly



« Patrice Renault Sablonnière

Dans l'histoire de l'humanité rien n'a inspiré l'art, la poésie, la philosophie et les religions plus que l'amour et la mort. Tous les peuples et toutes les langues du monde entier les ont chantés, dansés, pleurés, sentis et ressentis en leurs manières, sans jamais les épuiser.

Me voici, Patrice Renault Sablonnière, aujourd'hui comme hier et comme demain ; pas à tes côtés, mais avec toi.

Oui, avec toi, dans deux corps différents mais unis par les fils invisibles de l'amour sincère et de la collaboration loyale.

Aujourd'hui, le destin a voulu qu'en toi je me vois coucher et qu'en moi, tu te vois debout. Comment puis-je imaginer ta mort sans entrevoir la mienne quand nous formons un dans la finitude de l'Homme, quand l'irréversible dialectique et l'implacable destin voudrait que tout ce qui est debout, se couche.

Je n'ai ni le talent de l'artiste, ni l'inspiration des poètes, ni la sagesse des philosophes, ni la hauteur des religions pour exprimer l'ineffable, adoucir la souffrance, peindre la mort.

Ma seule résistance est de dire à la mort : tu ne peux pas faire oublier Patrice dans l'espace forum de Bamako.

Mon cher frère et ami.

Je fais volontiers le choix de laisser la prochaine édition du Forum de Bamako te rendre les hommages qu'il te doit.

Mon propos ici, en cet intense moment d'émotion et de compassion que nous partageons avec ta famille, ta femme et tes enfants, mon propos dis-je, est de te témoigner notre amitié, notre estime et notre profonde tristesse devant la lourde perte que ta mort nous cause.

Dire que chacun est irremplaçable dans son altérité semble une lapalissade. Mais quand il s'agit de toi Patrice Renault Sablonnière qui dans notre espace commun ne réalise pas le grand vide que tu laisses ?

Ton nom continuera de résonner dans nos cœurs. Ton souvenir habitera toujours le forum car cet espace porte les empreintes indélébiles de ta fine sagacité, de tes remarques pertinentes et de tes suggestions lu-

Emprunt obligataire par appel public à l'épargne : « État du mali 6,20% 2022-2032 »



TAUX D'INTÉRÊT : 6,20%*NET D'IMPÔTS POUR LES RÉSIDENTS AU MALI

PRIX DE L'OBLIGATION : 10 000 FCFA

MONTANT DE L'OPÉRATION : 200 MILLIARDS FCFA

DURÉE : 10 ANS

L'émission a pour objet la mobilisation de ressources en vue d'assurer, le financement d'infrastructures de développement prévue au Budget 2022 de l'Etat du Mali.

Le montant de l'émission est de deux cents milliards (200 000 000 000) FCFA représenté par 20 000 000 d'obligations et le taux d'intérêt nominal est de 6,20% l'an.

La période de souscription s'étend du 15 au 31 Août 2022 inclus.

Les catégories d'investisseurs potentiels concernés par l'emprunt sont toutes les personnes physiques et morales, y compris les banques et les compagnies d'assurance. La date de jouissance est fixée au 07 septembre 2022. Le prix d'émission sera de dix mille (10 000) FCFA par Obligation, payable en une seule fois à la date de souscription.

Pour toute souscription, vous pouvez contacter toutes les Sociétés de Gestion et d'Intermédiations (SGI) de la zone UEMOA agréées par le CREPMF, notamment celles maliennes :

- SGI-Mali (Chef de file de l'opération) , tel : 20 29 41 19 ;
- CIFA Bourse, tel : 76 19 19 82 ;
- Global Capital, tel : 66 75 63 19.

Pour toute information complémentaire : Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique, BP 1887 Bamako ACI 2000, Tel : 20 23 19 79/ 20 23 17 07, Fax : 20 22 58 66, www.tresor.gouv.ml.

Investissons pour une croissance FORTE ET INCLUSIVE au Mali !

Source : Bamada

mineuses qui faisaient de toi, le Patrice unique en son genre, atypique dans son style à lui.

Va, le cœur tranquille et l'âme apaisée pour avoir donné le meilleur de toi à ce monde éphémère.

Avec la mort, des hommes comme toi changent seulement de demeure, ils ne meurent jamais.

Hier tu fus, aujourd'hui tu demeures, demain tu seras.

Dors en paix. »

Abdoullah Coulibaly

Opérations aériennes : Les FAMA ont effectué 129 vols en juillet



Dans sa traditionnelle conférence de presse organisée le jeudi, 11 août 2022 dans ses locaux sous le thème : “situation sécuritaire des différents théâtres d’opérations”, le Directeur de l’Information et des Relations Publiques des Armées, le Colonel Souleymane Dembélé a donné des éclaircissements par rapport aux opérations sur le terrain.

Au cours de cette conférence, le directeur de la DIRPA a parlé des différentes attaques survenues dans certaines localités comme Kolokani, Diallassagou, Koutiala, Kati et Tessit. Pour lui, c’est celle de Kati qui a permis à la population malienne de comprendre que les terroristes vivent parmi elle.

L’événement phare de ces derniers jours est la remise des équipements aux FAMA a-t-il mentionné. Ces équipements vont renforcer davantage la montée en puissance des Forces Armées Maliennes. Parlant de ces équipements, le colonel Souleymane Dembélé a rappelé qu’auparavant, l’acheminement des blessés de guerre était difficile, mais qu’avec l’acquisition des nouveaux aéronefs, il sera plus facile d’évacuer les blessés.

Selon le colonel Dembélé, les FAMA détruisent une quarantaine d’Engins Explosifs Improvisés toutes les semaines.

Il a souligné, à propos des victimes FAMA, que la DIRPA laisse la latitude au Gouvernement de communiquer la liste des soldats tombés au cours de leur mission. Il a expliqué que les Forces Armées Maliennes ont pour

Mali-Sénégal : Le président Goïta a accueilli son homologue sénégalais



Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l’État, a accueilli son homologue sénégalais Macky Sall, ce 15 août 2022, à l’aéroport international Modibo KEÏTA Bamako-Sénou. Le Président de la République du Sénégal est arrivé au Mali pour une visite d’amitié et de travail.

Il a été accueilli par le Président GOÏTA à sa descente d’avion, vers 10h20. C’était en présence du ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, des membres du Gouvernement, des Présidents d’Institutions. Tout le corps diplomatique était également présent à l’accueil.

Le Président Macky SALL est porteur d’un message d’amitié, de bon voisinage, un message de l’Afrique auprès du peuple malien. Le Chef d’État sénégalais a rappelé que le Mali est un pays important, un pays pivot en Afrique de l’ouest.

L’objectif de cette visite est d’échanger et travailler ensemble avec les autorités maliennes “pour une issue heureuse à cette transition” et aussi pour que le Mali retrouve sa place dans le concert des Nations africaines et internationales.

Source : Présidence de la République du Mali

mission la sécurisation des personnes et de leurs biens et que force est de reconnaître qu’elles continuent de faire preuve de professionnalisme pour ne pas confondre les populations avec les terroristes.

Rappelons que les Forces armées maintiennent leur dynamique offensive. A la recherche et la destruction des terroristes et leur sanctuaire dans le cadre du plant Maliko et l’opération Keletigui, elles continuent de consolider les acquis opérationnels face à des terroristes de plus en plus febrile s’est il félicité.

S’agissant des opérations aériennes, le colonel dira que 129 vols ont été effectués en juillet.

Quant au respect des droits de l’homme, le directeur de la DIRPA affirme que c’est une priorité des FAMA. Suite au dérapage sur réseaux sociaux “nous sommes en train de voir comment expliquer et sensibiliser sur les effets néfastes des réseaux sociaux, en organisant les formations à l’endroit des videomen, activistes, blogueurs, et la presse en ligne...”, a déclaré le colonel Dembélé.

Brehima DIALLO / Source : 22 Septembre

Lutter contre les terroristes : Moscou réaffirme son intention d'aider le Mali



Après plusieurs nouvelles attaques terroristes au Mali qui ont fait plus de 40 morts, la Russie rappelle que selon les autorités du pays les extrémistes bénéficient d'une assistance étrangère et promet d'aider Bamako à les combattre.

Les actions des terroristes opérant au Mali, que les autorités du pays qualifient de bien organisées et coordonnées et d'impossibles sans une assistance étrangère, préoccupent la Russie, a déclaré ce lundi 15 août le ministère russe des Affaires étrangères.

“Des observateurs impartiaux notent eux aussi une flambée d'activités terroristes au Mali après le départ des soldats français engagés dans l'opération Barkhane et des Européens de la force Takuba. Qui plus est, il y a des éléments de coordination dans ces activités”, indique le ministère.

Préoccupée par les attaques terroristes au Mali, la Russie accordera toujours son assistance aux autorités légitimes du pays :

“Les attaques terroristes visant les autorités, les forces armées et les civils maliens suscitent une grande préoccupation à Moscou. Les attaques organisées début août dans la zone des trois frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, ont emporté les vies de 42 militaires maliens. 22 autres personnes ont été blessées. Le Mali a décrété un deuil de trois jours. Nous exprimons nos profondes condoléances aux dirigeants maliens, aux familles et aux proches des victimes.”

Les forces Barkhane et Takuba quittent le Mali

La France, ses partenaires européens et le Canada ont annoncé le 17 février la fin des opérations antijihadiste Barkhane et Takuba au Mali sur fond de dégradation des relations franco-maliennes et d'expulsion de l'ambassadeur français à Bamako. Toutefois, le retrait de ces forces prend du temps, de 4 à 6 mois, comme l'avait précisé Emmanuel Macron.

Après neuf ans d'opérations : Les derniers soldats français quittent le Mali



L'État-major des armées français annonce le retrait complet des militaires de l'opération Barkhane du Mali. Les derniers soldats ont quitté la ville Gao, dans le nord du Mali.

Après neuf ans de présence et dans un contexte de dégradation des relations entre la France et le Mali, l'opération antijihadiste Barkhane a pris fin.

“Le dernier détachement de la force Barkhane présent sur le sol malien a franchi la frontière entre le Mali et le Niger”, a annoncé ce 15 août le ministère français des Armées.

Les derniers soldats ont quitté la base à Gao, dans le nord du Mali.

Le retrait de la force Barkhane du Mali a été décidé par la France en février 2022, après neuf ans de présence.

“La profonde transformation de l'opération Barkhane ne se réduit pas à la fin de sa présence sur le territoire malien”, poursuit le communiqué. La veille, une manifestation s'était tenue à Gao pour accélérer le départ des militaires français. Selon le média L'Essor, les manifestants prétendaient que le climat d'insécurité qui règne dans la région est conditionné par la présence des troupes françaises impliquées dans les missions Barkhane et Takuba.

Source : sputniknews

Le 14 août, une manifestation a eu lieu dans la ville de Gao, dans le nord du pays, pour réclamer leur départ définitif. Les manifestants ont accusé le contingent français d'être un “parrain et allié des groupes terroristes” et impliqué dans les attaques terroristes dans la région des trois frontières. Ils ont donné trois jours aux Français pour partir alors que le retrait était annoncé par Paris encore en hiver pour le 17 août.

Source : Sputniknews

www.malikile.com

Espagne : 45 migrants secourus au large des canaries, trois morts à déplorer



Ce lundi 15 août, les services de secours espagnols ont secouru 45 migrants à bord d'un bateau en difficulté, au large de Fuerteventura, dans les îles Canaries. Ils ont également fait état de trois morts.

QUARANTE-CINQ SURVIVANTS DONT UN ENFANT

Les garde-côtes espagnols ont indiqué, ce lundi 15 août, que les services de secours espagnols ont trouvé le cadavre de trois migrants et 45 survivants à bord d'un bateau au large de Fuerteventura, dans les îles Canaries, en Espagne. Un porte-parole du gouvernement a déclaré que parmi les 45 survivants se trouvent 42 hommes, deux femmes et un enfant. "Toutes les personnes secourues étaient marocaines, à l'exception d'un homme d'Afrique sub-saharienne. Six personnes ont été hospitalisées, dont cinq dans un état grave", a-t-il ajouté.

HAUSSE DES ARRIVÉES DE MIGRANTS

Depuis le début de l'année, 9 589 migrants ont traversé la mer pour rejoindre les îles espagnoles de l'Atlantique, contre 7 531 en 2021. Après une réduction des traversées de la Méditerranée, les arrivées de migrants sur l'archipel atlantique ont énormément augmenté, depuis fin 2019.

Source : Linfo.re

Mali : Session spéciale DEF et BAC



Le Chef de Cabinet du Ministère de l'Éducation Nationale a procédé ce lundi 15 Août 2022, au lancement de la session spéciale du Diplôme d'Études Fondamentales (DEF) et du Baccalauréat pour les sportifs.

Les cinq candidates, deux pour le DEF et trois pour le BAC ont composé dans une salle de la Direction Nationale l'Enseignement Secondaire Général aménagée pour la circonstance.

Mali : Les derniers soldats français de l'opération « barkhane » ont quitté le pays



Ces soldats ont franchi la frontière entre le Mali et le Niger, a fait savoir l'état-major français. Après neuf ans de présence militaire, la France a été poussée vers la sortie par la junte malienne.

Les derniers soldats français de l'opération « Barkhane », présents au Mali depuis neuf ans, ont quitté le pays, a fait savoir, lundi 15 août, l'état-major français dans un communiqué. Ces soldats sont désormais au Niger, a-t-il été précisé par la même source.

« Ce jour, les derniers militaires de l'opération "Barkhane", présents sur le sol malien ont franchi la frontière entre le Mali et le Niger. Ils provenaient de la plate-forme opérationnelle déserte de Gao, désormais transférée aux forces armées maliennes », a souligné l'état-major. « La France reste engagée au Sahel, dans le golfe de Guinée et la région du lac Tchad avec tous les partenaires attachés à la stabilité et à la lutte contre le terrorisme », a précisé l'Elysée dans un communiqué.

Dimanche, plusieurs dizaines de personnes ont manifesté à Gao, dans le nord du Mali, pour réclamer le départ de la force militaire française « Barkhane », ont fait savoir des organisateurs et des élus locaux à l'Agence France-Presse. « Nous donnons à compter de ce jour, dimanche 14 août 2022, un ultimatum de soixante-douze heures pour le départ définitif de Barkhane », avaient déclaré des manifestants se présentant comme « les forces vives » de Gao, ville en proie aux violences djihadistes. Les rapports entre la junte au pouvoir à Bamako et Paris, ancienne puissance coloniale, se sont brutalement dégradés ces derniers mois, poussant les deux pays à la rupture après neuf ans de présence française ininterrompue pour lutter contre les djihadistes (opérations « Serval » puis « Barkhane »). La France a été poussée vers la sortie par les autorités militaires maliennes, six mois après l'arrivée des paramilitaires du groupe Wagner.

Source : Le Monde avec AFP

L'ouverture des enveloppes a eu lieu en présence des directeurs du Centre National des Concours et Examens (CNCE) et de l'Enseignement Secondaire Général et d'autres responsables du département. Une façon pour les hautes autorités du pays de donner la chance à tous les enfants de la République y compris ceux empêchés pour leur participation à des compétitions sportives pour défendre les couleurs nationales.

Source : CELLULE DE COM-MEN



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

APPEL A CANDIDATURE

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite lance le recrutement **du Directeur des Ressources humaines** au titre de l'exercice budgétaire 2022.

I. MISSION DU POSTE :

- faire appliquer la législation du travail en vigueur tant par l'OCLEI que par ses employés ;
- définir une politique de recrutement et appuyer sa mise en œuvre (recrutement, embauche, formation et rédaction des contrats de travail, vérification de la conformité des contrats et des pratiques de l'OCLEI aux règles de droit du travail (Code du travail, conventions et accords collectifs) ;
- gérer l'évolution des carrières de la vie professionnelle des salariés : retraite, maladies, accidents, formations, congés, rupture de contrat, contrôle des conditions de travail des salariés ;
- instaurer la grille salariale de l'OCLEI ;
- s'occuper de la gestion de la paie des salariés (établissement des bulletins de paie et déclarations sociales) ;
- gérer les conflits et œuvrer un bon climat social au sein de l'OCLEI;
- développer des projets d'entreprise visant à accroître la motivation du personnel ;
- sensibiliser les employés aux impératifs d'hygiène, de sécurité et d'environnement sur leur lieu de travail ;
- contribuer à la mise en œuvre de la politique de communication interne par la diffusion des informations économiques et sociales liées aux objectifs de l'OCLEI ;
- représenter l'OCLEI lors de négociations avec les représentants du personnel.

Pour l'aider dans sa mission, le **directeur des ressources humaines** peut avoir un ou plusieurs collaborateurs placés sous son autorité. Il doit savoir travailler en équipe et surtout déléguer certaines tâches.

II. Compétences :

- avoir une bonne connaissance de l'administration publique malienne ;
- être apte à travailler sous pression ;
- être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;
- avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- avoir un esprit d'équipe et l'esprit critique ;
- avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs
- maîtriser l'outil informatique;
- Qualités relationnelles.



III. Qualifications requises :

Formation :

- être titulaire au moins d'un diplôme universitaire (BAC+4) dans les domaines suivants : gestion des ressources humaines ; droit du travail, droit social, économie, finances, gestion d'entreprise et d'administration;
- avoir au moins 10 ans d'expérience dans la gestion des ressources humaines ;

Expérience :

- avoir plus de 5 ans d'expérience de travail dans un poste de responsabilité en ressources humaines dans le secteur public ou privé.

Connaissance linguistique :

- la maîtrise de l'anglais et d'une seconde langue étrangère est un atout considérable pour les candidats à ce poste.

Connaissance informatique :

- bonne connaissance des outils informatiques (Word, Excel, Emails sous environnement, logiciels de gestion R.H et similaires).

Les candidatures féminines sont encouragées conformément à la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

IV. Lieu de travail

Le Directeur des Ressources humaines sera basé à Bamako et pourra être déplacé en cas de besoin en tout autre endroit.

V. Dossiers à fournir

- une lettre de motivation de 2 pages au maximum adressée au Président de l'OCLEI ;
- un CV actualisé daté et signé;
- une copie certifiée conforme des diplômes de formation supérieure ou équivalences ;
- trois (3) lettres de recommandation et des attestations de travail et de formations dans des postes de responsabilités occupés;
- certificat de nationalité ;
- un extrait du Casier judiciaire à fournir datant d'au moins de trois (03) mois (après présélection).

VI. Date et lieu de Dépôt des dossiers :

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé au **plus tard le 19 août 2022 à 16 heures GMT** : à l'accueil de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ; Place CAN, rue : 390, Hamdallaye A.C.I 2000-Bamako.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Assistant des Ressources humaines de l'OCLEI, par courrier électronique (recrutement@oclei.ml) / en copie (louologuem@oclei.ml), (skeita@oclei.ml) et (dmoussa@oclei.ml).

- Aucun dossier ne sera accepté après la date limite indiquée.
- Des interviews par un jury seront organisées avec les candidats présélectionnés.
- Et seuls les candidats présélectionnés seront contactés.

APPEL A CANDIDATURE

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite lance le recrutement **du Community Manager** au titre de l'exercice budgétaire 2022.

I. MISSION DU POSTE :

Assister le chef du service de la communication dans la stratégie d'organisation et de développement de la communauté en ligne et la dynamisation du site web de l'OCLEI.

II. Tâches :

- participer au développement de la stratégie de communication de l'OCLEI ;
- produire des contenus sur le net (photo, vidéo, son) ;
- animer des groupes d'internautes;
- planifier des posts (contenus) ;
- interagir avec les membres de la communauté ;
- convertir des internautes en relais d'informations ;
- augmenter la présence digitale et accroître la visibilité de l'OCLEI ;
- faire la mise à jour régulière du site web de l'OCLEI.

III. Compétences :

- capacité avérée à planifier, organiser et mettre en œuvre des activités de communication sur les médias sociaux ;
- très bonne connaissance et de capacité d'analyse des tendances sur les réseaux sociaux ;
- grande capacité rédactionnelle ;
- être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;
- grand modérateur et diplomate ;
- très bonne maîtrise de la langue française ;
- connaissance avérée de la veille sociale ;
- grande capacité à coordonner et à travailler en équipe ;
- excellente capacité d'écoute et d'aptitude à communiquer oralement et à l'écrit ;
- qualités relationnelles.

IV. Qualifications requises :

Expérience :

- avoir au moins trois (03) ans d'expérience professionnelle ;
- avoir une grande expérience dans la création, le développement et le suivi d'un media social ;
- avoir une bonne connaissance du paysage médiatique du Mali et du milieu des éditeurs de contenu de médias sociaux.



Connaissance informatique :

- bonne connaissance de l'outil informatique ;
- excellente connaissance des réseaux sociaux ;
- capacité avérée dans la mise à jour de site web , intranet et web TV;
- capacité avérée en prise de vue (Photo – vidéo) ;
- bonne connaissance de Photoshop et d'autres logiciels similaires.

Connaissance linguistique :

- excellente connaissance du français (orale et écrite) ;
- la maîtrise de l'anglais et d'une seconde langue étrangère est un atout considérable pour les candidats à ce poste.

Les candidatures féminines sont en encouragées conformément à la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

V. Dossiers à fournir :

- un CV actualisé daté et signé ;
- des copies légalisées des diplômes obtenus ;
- des attestations et certificats de travail;
- un extrait de l'acte de naissance ;
- un certificat de nationalité ;
- des attestation de formation en Community Manager ;
- un extrait du Casier judiciaire à fournir datant d'au moins de trois (03) mois (après présélection).

VI. Date et lieu de Dépôt des dossiers :

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé au **plus tard le 19 août 2022 à 16 heures GMT** : à l'accueil de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ; Place CAN, rue : 390, Hamdallaye ACI 2000-Bamako.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Assistant des Ressources humaines de l'OCLEI, par courrier électronique (recrutement@oclei.ml) / en copie (louologuem@oclei.ml), (skeita@oclei.ml) et (dmoussa@oclei.ml).

- Aucun dossier ne sera accepté après la date limite indiquée.
- Des interviews par un jury seront organisées avec les candidats présélectionnés.
- Et seuls les candidats présélectionnés seront contactés.



Mali-France : Départ du dernier soldat français

Bis repetita ? C'est la 2ème fois depuis son indépendance proclamée en 1960, que le Mali, sur fond de crise, voit les soldats quitter le sol malien. La fête de l'armée, célèbre chaque 19 janvier, le départ du dernier soldat français en 1961. Aujourd'hui 15 août 2022, les derniers militaires du dernier contingent de la Force Barkhane ont quitté Gao. Plus aucun soldat malien n'opère officiellement au Mali. Après neuf ans de présence sur notre territoire, les derniers militaires de l'opération Barkhane ont quitté le Mali ce lundi 15 août 2022. L'information a été donnée à travers un communiqué de presse de l'État-major des armées française.



Le dernier détachement de la force Barkhane présent sur le sol malien a franchi la frontière entre le Mali et le Niger », a fait savoir l'état-major français dans ce communiqué. Ce départ intervient après la décision d'Emmanuel Macron, en février, de retirer les troupes françaises du Mali, après neuf ans de présence.

Ce départ du dernier soldat français, qui a franchi la frontière du Niger à 13 heures, signe l'arrêt officiel de l'Opération Barkhane au Mali. « **En toute discrétion, le convoi avait quitté la base de Gao dans la nuit. Neuf ans, sept mois et quatre jours après le déclenchement de l'intervention militaire française par François Hollande, qui deviendra la plus importante « opex » (opération extérieure) depuis la guerre d'Algérie** ».

Le communiqué de l'État-major des armées françaises poursuit en soulignant que ce détachement « **provenait de la plateforme opérationnelle désert de Gao, transférée aux Forces armées maliennes depuis ce matin. Conformément à la décision du président de la République du 17 février 2022, la force Barkhane s'est réarticulée hors du pays en moins de six mois et après 9 années de présence.** "Ce défi mi-

litaire logistique majeur a été relevé, en bon ordre et en sécurité, ainsi qu'en totale transparence et en coordination avec l'ensemble des partenaires. La profonde transformation de l'opération Barkhane ne se réduit pas à sa présence sur le territoire malien. Dans une logique de co-construction, les armées françaises continuent le combat contre le terrorisme au sahel, en coordination avec nos partenaires africains et internationaux ».

Ce communiqué sobre de l'Etat-major des armées a été complété par un communiqué de l'Élysée qui commence par mettre l'accent sur les circonstances du départ du Mali de la Force Barkhane. Selon l'Élysée « **Le 17 février dernier, constatant que les conditions politiques et opérationnelles n'étaient plus réunies pour rester engagée au Mali, la France a décidé, en concertation avec ses partenaires africains et européens, de réarticuler le dispositif de l'opération Barkhane en dehors du territoire malien** ». La France réaffirme qu'elle « **reste engagée au Sahel, dans le Golfe de Guinée et la région du lac Tchad avec tous les partenaires attachés à la stabilité et à la lutte contre le terrorisme** » avant de rappeler qu'« **Ils sont cinquante-neuf à avoir payé le**

prix de leur vie en combattant, aux côtés des armées africaines et européennes, pour notre sécurité et la sécurité des populations du Sahel. Leur sacrifice nous oblige et nous rappelle que nos soldats ont, durant ces années, préservé l'unité du Mali, empêché la constitution d'un califat territorial et lutté contre les groupes terroristes qui frappent les populations locales et menacent l'Europe. L'efficacité de nos soldats durant toutes ces années et jusqu'à ces derniers jours a été démontrée par la neutralisation de la plupart des plus hauts cadres de la hiérarchie des groupes terroristes sahéliens ».

Étonnamment l'Élysée annonce dans ce communiqué que « **Le Président de la République se rendra disponible à l'invitation de la CEDEAO cet automne afin de poursuivre cet engagement au côté de tous les Etats qui font le choix de la lutte contre le terrorisme et du respect de la stabilité et de la coexistence entre les communautés** ».

Le Mali répondra-t-il présent ?

■ Maffenin Diarra

Accusés de tentative d'atteinte à la sûreté de l'État : Les 49 soldats ivoiriens placés sous mandat de dépôt

En détention depuis plus d'un mois ici à Bamako, les 49 soldats ivoiriens interpellés le 10 juillet 2022 à l'aéroport Modibo Keita de Bamako et accusés par les autorités de la Transition d'être des mercenaires, ont été inculpés pour « tentative d'atteinte à la sûreté de l'État » et placés sous mandat de dépôt.



Les 49 militaires ivoiriens accusés par les autorités de la transition d'être des « mercenaires » ont été inculpés vendredi pour « tentative d'atteinte à la sûreté de l'État » et placés sous mandat de dépôt par le Procureur du Pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme et le crime organisé, selon un communiqué publié par son parquet.

Lire en encadré

D'après certaines sources, les discussions pour la libération de soldats ivoiriens étaient avancées avant de buter sur certains points. Selon les autorités maliennes, ces soldats n'avaient « **ni ordre de mission, ni autorisation** » à leur arrivée au Mali le 10 juillet. Dès le lendemain, ils ont été accusés d'être des « **mercenaires** » venus au Mali avec le « **dessein funeste** » de « **briser la dynamique de la refondation et de la sécurisation du Mali, ainsi que du retour à l'ordre constitutionnel** ».

Les autorités ivoiriennes de leur côté assure qu'ils étaient en mission pour les Nations unies. « **Ils faisaient partie des Eléments nationaux de soutien (NSE), procédure de l'ONU permettant aux contingents des missions de maintien de la paix de faire appel à des prestataires extérieurs pour des appuis logistiques** », ont-ils précisé dans leur communiqué établi à cet effet.

L'ONU confirme, mais reconnaît cependant des « dysfonctionnements », quant à la mission exacte de ces soldats qui font partie des Eléments nationaux de soutien (NSE), procédure de l'ONU permettant aux contingents des missions de maintien de la paix de faire appel à des prestataires extérieurs pour des appuis logistiques.

Il serait judicieux pour les autorités de la transition de trouver une solution amiable pour décriper cette situation qui risque d'entraîner des présailles entre la Côte d'Ivoire et le

Mali.

En effet une coalition dénommée, la coalition nationale pour le sursaut, une organisation ivoirienne qui regroupe plusieurs associations a empêché la tenue de concerts d'artistes maliens à Abidjan. Selon eux, plus aucun concert d'un artiste malien ne se tiendra en Côte d'Ivoire avant la libération des 49 militaires. Bien avant cela, cette coalition avait tenu une conférence de presse le mardi 9 août au cours de laquelle ils ont tenu à préciser ne point rester les bras croisés face au sort des 49 militaires Ivoiriens arrêtés au Mali depuis le 10 Juillet dernier. Kader Fofana, initiateur du mouvement avait déclaré que des « **actions seront entreprises et des mobilisations seront ordonnées à travers toute la côte d'Ivoire** ».

■ Maffenin Diarra

COUR D'APPEL DE BAMAKO

.....
 TRIBUNAL DE GRANDE
 INSTANCE DE LA COMMUNE VI
 DU DISTRICT DE BAMAKO

CABINET DE M. LE PROCUREUR
 DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
 Un Peuple – Un But – Une Foi

COMMUNIQUE

Le Procureur de la République du Pôle Judiciaire Spécialisé de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée informe l'opinion publique nationale et internationale que suite à l'ouverture d'une procédure d'information judiciaire pour des faits de crimes d'association de malfaiteurs, d'attentat et complot contre le gouvernement, d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, de détention, port et transport d'armes de guerre et de complicité de ces crimes contre les nommés Kouassi Adam SANNI et 48 autres, interpellés le 10 juillet 2022 à l'Aéroport International Président Modibo KEITA de Bamako-SENOU, il a été procédé les 10, 11 et 12 août 2022 à leur inculpation de ces chefs de préventions et à leur placement sous mandat de dépôt.

Le Procureur de la République rassure par ailleurs que, dans le respect de leurs droits, des investigations objectives et transparentes seront menées pour aboutir à la manifestation de la vérité, identifier tous les éventuels auteurs, co-auteurs et complices de ces faits et situer toutes les responsabilités.

Bamako, le 14 août 2022

Le Procureur de la République



Samba SISSOKO

Officier de l'Ordre National

Mali : La participation allemande à la Minusma toujours suspendue

L'armée allemande se limite actuellement à assurer la sécurité des camps militaires en attendant des renforts qui pourraient arriver encore cette semaine

Les opérations de l'armée allemande au sein de la Minusma restent suspendues jusqu'à nouvel ordre. L'annonce en a été faite vendredi dernier (12.08), alors que l'armée allemande n'avait pas pu effectuer une rotation de son effectif au Mali. Bamako aurait interdit à la Bundeswehr de survoler le territoire malien.

Le gouvernement allemand s'est exprimé ce lundi (15.08) sur le sujet et sur le sort des soldats allemands stationnés au Mali.

"La situation reste inchangée pour les soldats allemands sur place", a expliqué le porte-parole du ministère allemand de la Défense. Même si l'action de l'armée allemande se limite actuellement à assurer la sécurité des camps militaires. La participation aux missions de reconnaissance de la Minusma sont quant à elles suspendues.

Et ce sera le cas "tant que nous ne parviendrons pas à acheminer des renforts", a insisté le porte-parole.

NOUVEAU VOL PRÉVU CE JEUDI

Le contingent allemand compte près d'un millier de soldats au Mali. Environ 140 soldats devaient y être transférés la semaine dernière. Dans le même temps, quelque 110 membres de la Bundeswehr devaient quitter le Mali par avion. C'est cet échange qui n'avait pas pu se faire.

Une nouvelle tentative est toutefois prévue dès cette semaine. La Bundeswehr part du principe qu'un vol pour assurer la rotation aura lieu ce jeudi encore, soit le 18 août.

Une porte-parole du gouvernement a rappelé ce midi que l'Allemagne restait "disposée à participer aux opérations de l'ONU au Mali", à condition que la sécurité de ses soldats soit assurée, et donc qu'elle puisse notamment faire tourner ses effectifs.

Parler d'une éventuelle évacuation des soldats allemands n'est pas à l'ordre du jour, selon le ministère de la Défense.

Il en va de même pour la soixantaine d'auxi-

liaires maliens qui travaillent pour l'armée allemande, que ce soit au sein de la Minusma ou de l'EUTM, la mission de formation de l'Union européenne.

Ces auxiliaires agissent entre autres comme traducteurs, comme conseillers et intermédiaires avec la population.

Le ministère allemand des Affaires étrangères emploie également une poignée de ressortissants maliens.

LE MALI N'EST PAS L'AFGHANISTAN

Dans les deux cas, il n'existe pas de menace contre eux et donc aucune raison de parler de leur évacuation, selon le gouvernement, qui assure suivre la situation de près.

La question du sort des auxiliaires est un sujet sensible depuis le fiasco du retrait de la coalition internationale en Afghanistan il y a un an. Un retrait mal préparé. L'évacuation des milliers d'auxiliaires afghans, considérés comme des traîtres par les talibans, est toujours en cours. Quasiment 400 aides attendent toujours de pouvoir rejoindre l'Allemagne.

"Nous avons tiré les leçons de l'expérience en Afghanistan", a répondu le porte-parole du ministère de la Défense. Pour lui, "la situation au Mali n'est pas du tout comparable à celle des forces locales en Afghanistan."

Source : DW



Mali : L'expert de l'ONU gravement préoccupé par la détérioration de la situation sécuritaire et des droits humains

Le forum national sur les chaînes de valeur *Parkia biglobosa* (Néré) et *vitellaria paradoxa* (karité) s'est tenu du 11 au 12 août 2022, au parc national de Bamako. L'évènement était placé sous la présidence du ministre de l'Environnement de l'Assainissement et Développement durable, Modibo Keita. Le projet vise à inverser la dégradation des terres parmi 500 000 ménages et sur un million d'hectares dans huit pays d'Afrique Subsaharienne dont 80 000 ménages et 160 000 hectares au Mali. Il vise à valoriser les produits venants des arbres ce qui suscitera un intérêt croissant pour planter et préserver ces espèces



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

GENÈVE (15 août) - Un expert de l'ONU a salué aujourd'hui les mesures prises pour rétablir l'ordre constitutionnel et le retour à un régime civil au Mali, mais a exprimé de graves préoccupations quant à la résurgence de la violence extrémiste et à la détérioration rapide de la situation des droits humains dans le pays.

« La détérioration de la situation sécuritaire au Mali a un impact considérable sur la protection des droits humains et la situation humanitaire », a déclaré Alioune Tine, expert indépendant des Nations unies sur la situation des droits de l'homme au Mali.

Dans une déclaration publiée à l'issue d'une visite de dix jours dans le pays, l'expert a noté la résurgence et la fréquence des attaques et des violences commises par des groupes ex-

trémistes violents dans le nord du pays, dans le centre et autour de la capitale Bamako.

« Il y a un climat délétère marqué par la suspicion et la méfiance, avec un rétrécissement continu de l'espace civique, le durcissement des autorités maliennes de transition, et un malaise qui n'épargne pas les partenaires internationaux », a ajouté Tine.

Tine a appelé les autorités maliennes de transition et les partenaires internationaux à réadapter de toute urgence les réponses et stratégies sécuritaires qui n'ont pas réussi à protéger efficacement les populations civiles et leurs droits humains fondamentaux.

L'expert de l'ONU a salué les récents progrès réalisés en vue du rétablissement de l'ordre constitutionnel au Mali et de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation de

2015, malgré des défis persistants.

« Je salue l'adoption par les autorités maliennes d'un calendrier de transition d'une durée de 24 mois, ainsi que d'un chronogramme détaillant les différentes étapes menant aux élections et au retour à un régime civil », a déclaré M. Tine.

Il a noté que la feuille de route pour le retour à l'ordre constitutionnel au Mali comprenait la promulgation d'une nouvelle loi électorale et la mise en place d'une commission de rédaction de la constitution en juin 2022.

Lors d'une réunion de niveau décisionnel sur les aspects de l'accord de paix tenue en août 2022, un consensus a été atteint concernant l'intégration de 26 000 ex-combattants dans les forces armées et les services de l'État, a déclaré l'expert.

Toutefois, Tine a prévenu que le Mali est confronté à de graves problèmes de sécurité. L'expert de l'ONU a déclaré que lors des discussions avec les principaux acteurs de la région de Ménaka, ils étaient dans leur très grande majorité d'accord sur le fait que la situation en matière de sécurité et de droits humains s'était détériorée de manière alarmante depuis mars 2022. « Trois des quatre cercles de la région - soit 75 % du territoire - sont sous le contrôle de groupes extrémistes violents », a déclaré l'expert.

Les violations des droits humains et atteintes à ces droits ont également augmenté de façon spectaculaire, a déclaré l'expert, la MINUSMA ayant documenté 1304 violations et atteintes du 1er janvier au 30 juin, soit une augmentation de 47,17 % par rapport à la période de six mois précédente.

« Les groupes extrémistes violents restent les principaux auteurs présumés de violations des droits humains et atteintes à ces droits au Mali, mais le nombre élevé de violations attribuées aux forces de défense et de sécurité maliennes est très préoccupant », a déclaré l'expert.

Selon l'expert, des sources crédibles ont rapporté que dans certains cas, ces violations ont été commises par les forces de défense et de sécurité maliennes, accompagnées par du personnel militaire étranger décrit comme étant des militaires russes. Il a ajouté que les autorités maliennes continuent de nier les informations selon lesquelles une société militaire privée russe opère aux côtés des forces de sécurité maliennes. Elles insistent sur le fait que les militaires russes présents au Mali sont des instructeurs militaires déployés dans le cadre de la coopération bilatérale d'État à État.

« Quel que soit le statut du personnel militaire étranger, le Mali doit, conformément à ses obligations internationales en matière de droits humains, agir avec la diligence requise pour prévenir, enquêter et punir les violations des droits humains et atteintes à ces droits, qu'elles soient perpétrées par l'État ou par des tiers, y compris des individus, des sociétés ou d'autres entités, ainsi que des agents agissant sous leur autorité », a déclaré Tine.

Le Mali doit également veiller à ce que les victimes reçoivent des réparations justes et efficaces pour le préjudice qu'elles ont subi, a déclaré l'expert.

Tine a exhorté les autorités maliennes à ac-

commoder aux organisations et institutions nationales et internationales l'accès aux zones où des violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits ont été commises, afin qu'elles puissent enquêter de manière indépendante et rendre compte des situations.

« J'ai été particulièrement choqué d'avoir vu de mes propres yeux des victimes portant sur leurs corps les marques visibles de tortures atroces cruelles et barbares qu'elles avaient subies aux mains des forces de sécurité maliennes. Leurs témoignages étaient insoutenables », a déclaré Tine.

Il a été consterné par le rétrécissement continu de l'espace civique, y compris la censure des médias et l'autocensure des journalistes, des professionnels des médias et des acteurs de la société civile par crainte de représailles.

« Ce climat délétère a conduit plusieurs acteurs à s'autocensurer, par crainte de représailles de la part des autorités maliennes de transition et/ou de leurs partisans », précise l'expert.

Tine a recommandé aux autorités maliennes, à la communauté africaine et à la communauté internationale de maintenir un dialogue constructif pour garantir la stabilité et la sécurité du Mali, renforcer les efforts de protection de la population civile et éviter l'isolement du pays. Il a également insisté sur l'urgence de soutenir la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire malien.

Au cours de sa visite, Tine a rencontré les autorités maliennes, la société civile et les associations de victimes, les organisations non gouvernementales, les diplomates et les agences des Nations unies.

Tine soumettra son rapport annuel au Conseil des droits de l'homme en mars 2023.

FIN

M. Alioune Tine (Sénégal) a pris ses fonctions d'expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali le 1er mai 2018. Le mandat d'expert indépendant a été renouvelé par le Conseil des droits de l'homme le 1er avril 2022 pour une période d'un an afin d'aider le gouvernement du Mali dans ses actions de promotion et de protection des droits de l'homme et dans la mise en œuvre des recommandations formulées dans les résolutions du Conseil. M. Tine a été membre fondateur et président de la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme (RADDHO) et

coordinateur du Forum des ONG africaines lors de la Conférence mondiale contre le racisme en 2000. Entre 2014 et 2018, M. Tine a été le directeur régional d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il a publié de nombreux articles et études sur la littérature et les droits de l'homme.

Les Experts indépendants font partie de ce qu'on appelle les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme. Le terme « procédures spéciales », qui désigne le plus grand corps d'experts indépendants au sein du système onusien des droits de l'homme, est généralement attribué aux mécanismes indépendants d'enquête et de supervision mis en place par le Conseil des droits de l'homme afin de traiter de la situation spécifique d'un pays ou de questions thématiques dans toutes les régions du monde. Les experts des procédures spéciales travaillent bénévolement ; ils n'appartiennent pas au personnel de l'ONU et ne perçoivent pas de salaire pour leur travail. Ils sont indépendants de tout gouvernement ou de toute organisation et exercent leurs fonctions à titre individuel.

Droits de l'homme de l'ONU – Page d'accueil du Mali :

Pour des informations additionnelles et des demandes des médias, prière de contacter Jean-Claude Misenga (+41 22 917 9059 / jean-claude.misenga@un.org).

Pour les demandes des médias concernant d'autres experts indépendants des Nations Unies, veuillez contacter Todd Pitman (todd.pitman@un.org) ou Dharisha Indraguptha (+41 79 506 1088 / dharisha.indraguptha@un.org).

Suivez les actualités des experts indépendants des droits de l'homme des Nations Unies sur Twitter : @UN_SPEXPERTS.

Le monde actuel vous préoccupe ?

DÉFENDEZ les droits des autres dès aujourd'hui.

Rejoignez la campagne « Défendez les droits de l'homme » (#Standup4humanrights) et visitez le site Web <http://www.standup4humanrights.org>

Face aux ennemis intérieurs et extérieurs : Le Mali restera debout !

Attaques ciblées, explosions d'engins improvisés, embuscades, morts d'hommes, populations dépouillées de ses biens... Tout est mis en œuvre pour saper le moral de nos troupes et créer la hantise, la peur et la psychose au sein de la population afin que celle-ci se retourne contre les autorités de la transition.



Tous ceux qui misent sur une défaite du Mali, dans cette guerre de terrorisme imposée à notre pays pour mieux exploiter ses ressources naturelles au profit des multinationales et à leurs succursales africaines, se trompent de combat. N'en déplaise aux ennemis intérieurs qui ne nourrissent qu'une seule ambition: la chute de de la transition et aux ennemis extérieurs dont le plan diabolique est une nouvelle colonisation de notre pays qui a désormais décidé depuis la fin du règne du président IBK, en août 2020, de s'affranchir du manteau impérialiste qui l'étouffait depuis le coup d'État du 19 novembre 1968 contre le régime progressiste du président Modibo Keïta et surtout avec l'installation contestée des pseudo-démocrates à la tête de l'État malien en 1992.

«... Depuis la rectification de la transition, le peuple du Mali est devenu un exemple en Afrique, car il ne cesse de prouver que la volonté d'un peuple surmonte toutes les adver-

sités, si le peuple est déterminé à prendre son destin en main, et résolument tourné vers un avenir radieux. L'acceptation de la servilité n'est ni une fatalité, ni une stratégie de survie efficace». Ces propos ont été tenus par le colonel Sadio Camara, ministre de la Défense et des Anciens combattants, mardi 9 août, à l'aéroport international Président Modibo Keïta Bamako-Sénou, lors de la remise de six (06) avions à l'Armée de l'air. Ils ont été prononcés quarante-huit heures (dimanche 7 août) après l'attaque du camp de Tessit, situé dans la région de Gao, à la frontière du Niger. Le bilan est lourd: 42 militaires maliens ainsi que 2 civils ont trouvé la mort, 22 blessés. Du côté des criminels, 37 tués. Ce passage du discours du colonel Camara montre que l'armée aussi bien que le peuple malien continuent de garder son moral d'acier face à des gens sans foi ni loi qui sèment depuis 2012 la terreur et la désolation au sein de la population malienne, dont la grande majorité a fini par se convaincre que

leur pays est victime d'un complot international.

Malgré le bilan lourd de l'attaque du camp de Tessit par des obscurantistes à la solde des manipulateurs occidentaux, il rassure le peuple malien: «... La vision du président de la transition, pour la défense et la sécurité du Mali a été traduite en directives très claires pour les Forces armées maliennes: il s'agit d'abord de se battre pour gagner les guerres imposées à la nation malienne, et ensuite de créer les conditions pour une paix durable et juste, avec toutes les filles et tous les fils de ce pays. Pour cela, nous avons comme objectif de refonder une armée malienne professionnelle, bien équipée, bien entraînée, dotée d'un bon moral, proche du peuple dont elle est issue, et dominant l'espace des opérations, dans le respect des règles et coutumes adéquates, et suivant des règles d'engagement strictes. Cette armée doit refléter les valeurs guerrières du Maliba, la diversité, l'unité et la cohésion de la nation, ainsi que la noblesse, la fierté et la soif d'indépendance héritées de nos ancêtres. En fixant cette mission à son armée, la nation malienne a consenti d'énormes sacrifices pour lui en donner les moyens et les ressources nécessaires».

Il n'est plus un secret pour personne que les Maliennes et Maliens ont compris qu'après neuf ans de lutte sans résultat à hauteur de souhait contre le terrorisme dans notre pays par la force Barkhane, armée d'occupation française, la libération de leur pays incombe d'abord à eux-mêmes. Ils ont aussi compris que personne ne viendra faire notre pays à notre place. Sans ce sursaut national, notre pays sera à la merci des envahisseurs et leurs parrains impérialistes qui ne jurent que par le pillage de nos richesses et la destruction de nos valeurs par l'imposition de leur culture qu'ils considèrent comme meilleures aux autres. Ce soutien s'est toujours manifesté après les attaques contre les camps de Mopti, Sévaré, Bafo, Ségou, Sokolo. L'armée a plus que le soutien de son peuple. Et avec cette détermination du peuple malien et l'équipement de notre armée, le Mali restera debout face aux assauts des ennemis intérieurs et extérieurs.

Yoro Sow

Source : Inter De Bamako

Préparez à **SUP MTI BENI MELLAL** votre carrière
 d'**INGÉNIERIE** et de **MANAGER**

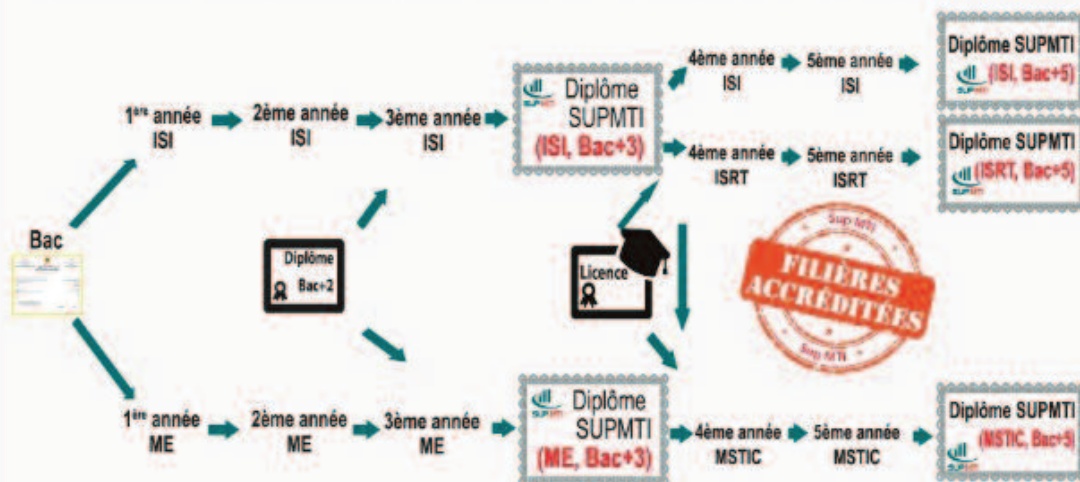
ÉCOLE DE MANAGEMENT

- ✓ Management des Entreprises (**ME Bac+3**)
- ✓ Management des Systèmes et Technologies de l'Information et de Communication (**MSTIC Bac+5**)

ÉCOLE D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE, RÉSEAUX ET TÉLÉCOMS

- ✓ Ingénierie des Systèmes Informatiques (**ISI Bac+3**)
- ✓ Ingénierie des Systèmes Réseaux et Télécoms (**ISRT Bac+5**)
- ✓ Ingénierie des Systèmes d'Information (**ISI Bac+5**)

L'EXCELLENCE
 PAR LA FORCE
 DU GROUPE
 DES ÉCOLES
SUP MTI



Diplômes Bac+3 et Bac+5

Partenaires :



Certificats Internationaux :



Nationalités des étudiants de SUP MTI Béni Mellal



SUP MTI BENI MELLAL

Contacter au Mali

Boulevard Hassan II,
 Quartier Al Adarissa
 (au-dessus du café voltaire)
 (+212) 612 993 056
 (+212) 5 23 42 22 33/34
 hamidaitsaid@supmti.ac.ma
 @supmtibm
 @SUPMTIBeniMellal

D&D Consulting
 HAMDALLAYE ACI2000, RUE 330, PORTE 10
 +223 698883 05/82017575
 mdoumbia1@yahoo.fr

Avis :

Concours de Bourse d'Excellence, 7ème Edition 2022

L'Ecole Supérieures de Management, de Télécommunications et d'Informatique (**SupMTI**) de **Beni Mellal** au Maroc en partenariat avec **D&D consulting** au Mali informe les Bacheliers, les Techniciens Spécialisés et les Licenciés dans toutes les spécialités, qu'elle organise un **concours** pour l'attribution des bourses d'excellence aux étudiants afin de poursuivre leurs études supérieures à **SupMTI Beni Mellal** au Maroc dans l'une des filières suivantes :

ÉCOLE DE MANAGEMENT DES AFFAIRES (BAC+4) :

- Audit et Finance d'Entreprise
- Finance, Banques et Assurances
- Management de Qualité et Gestion de Projets
- Management des Ressources Humaines
- Marketing et Communication Digitale
- Marketing et Management Commercial d'entreprise

ÉCOLE DE GENIE INFORMATIQUE (3 ANS APRES « 2 ANNEES PREPARATOIRES ») :

- Classes préparatoires au cycle ingénieur en Technologies de l'Information
- Cloud, Internet des Objets et Mobiles
- Ingénierie de la Data Science
- Ingénierie des Systèmes, Réseaux et Télécoms
- Ingénierie des Systèmes d'information

Pour participer à ce concours, veuillez envoyer une copie certifiée de votre diplôme et les relevés de note deux dernières années d'études, à l'adresse courriel suivante: mdoumbia1@yahoo.fr **au plus tard le 30 septembre 2022.**

Pour toutes informations, veuillez appeler aux : **+223 69 88 83 05, +223 82 01 75 75,**
D & D Consulting, dont le siège se situe à Hamdallaye ACI 2000, Rue 330 – Porte 10,
Bamako, Mali.

NB : Les dossiers enregistrés et collectés par D&D consulting sont envoyés à la Direction de L'Ecole Supérieures de Management, de Télécommunications et d'Informatique (SupMTI) de Beni Mellal au Maroc qui fera le choix des candidats sur la base des dossiers, des critères de compétence et de mérite bien définis par l'établissement.

Retards dans la mise en place des membres de l'AIGE : Cette lenteur va-t-elle impacter la tenue des futures élections ?

Devant cette question, plusieurs observateurs semblent être sceptiques sur le respect du chronogramme fixé par le fait des retards accusés dans la désignation des 4 membres issus des partis politiques au sein de l'autorité indépendante de gestion des élections (AIGE). Pour rappel l'ingérence du ministère de l'Administration territoriale dans les travaux aurait conduit déjà certains partis à ne plus se considérer dans le processus de la loi électorale en cours.

Même si les autorités maliennes ont montré leur volonté en présentant un chronogramme détaillé à la CEDEAO pour le retour à l'ordre constitutionnel, il y a lieu de s'inquiéter sur son respect. Les retards mis dans les travaux de la loi électorale font douter certains observateurs de la société civile sur un éventuel respect des calendriers déclinés par le gouvernement. Il s'agit notamment, des retards dans la mise en place de l'AIGE au niveau national qui était prévue pour le 13 juillet dernier. Cependant, les modes de désignations des membres de l'autorité indépendante de gestion des élections (AIGE) semblent diviser la classe politique et

parmi les 271 partis, seulement, 47% auraient fait des propositions. Par ailleurs, la pomme de discorde serait due à l'immixtion du ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation dans la désignation des 4 membres issus des partis politiques. Pour rappel, le bureau de l'AIGE comporte 15 membres, 4 pour les partis politiques, 3 pour la société civile, et les 8 autres pour les autorités de la transition qui doivent les désigner parmi les personnalités indépendantes neutres. Et l'AIGE a pour mission, l'organisation et la gestion de toutes les opérations électorales et référendaires et elle comprend un organe délibérant, le collège et

celui d'exécutif et enfin le bureau. En effet, pour passer à la désignation desdits membres représentant les partis politiques, il sera procédé à un tirage au sort placé sous la supervision d'un huissier commissaire de justice pour enquête de moralité. Après celle-ci, 8 personnes y seront retenues et s'en suivra la désignation des 4 personnes recommandées. Certainement, cette ingérence du département de tutelle aurait motivé le parti yelema de Moussa Mara, la CODEM de Housseyni Amion Guindo dit Poulo et une bonne partie du cadre d'échange des partis politiques de claquer la porte. "Toute chose qui risquerait d'impacter la tenue prochaine des élections", indiquera le chef de mission MODELE-Mali, Ibrahima Sangho, ajoutant qu'il est impérieux de respecter la loi électorale qui stipule en son article 7, que "les membres représentant les partis politiques et la société sont désignés selon les modalités fixées par ces institutions ou organisations". Rappelons que tous les démembrements de l'AIGE doivent être en principe, effectifs au plus tard le 19 septembre 2022 et les 15 membres de l'autorité indépendante de gestion des élections ont un mandat de 7 ans et va désormais remplacer la CENI.

Yacouba COULIBALY
Source : L'Alternance



Des organisations de la société civile face à la presse : « Le processus de mise en place de l'autorité indépendante de gestion des élections souffre de vices de procédure »

Les responsables de la mission d'observation des élections au Mali (MODELE MALI), regroupés au sein de la synergie 22, comprenant 43 organisations de la société civile malienne, étaient face à la presse, le mercredi 10 août 2022, à Maeva palace de Bamako pour inviter les autorités de la transition à respecter les dispositions de la loi électorale en ce qui concerne la désignation des membres du collège de l'autorité indépendante de gestion des élections (AIGE), notamment les représentants des partis politiques et de la société civile. « Le processus de mise en place de l'AIGE, au niveau national, connaît de sérieuses difficultés liées aux modalités de désignation des représentants des partis politiques et de la société civile. Le processus de mise en place de l'autorité indépendante de gestion des élections souffre de vices de procédure », a déclaré le conférencier, Dr. Ibrahima Sangho.

Cette conférence de presse était animée par le chef de MODELE Mali, Dr. Ibrahima Sangho, en présence de Abdoulaye Guindo de DONIBLOG (la communauté des Bloggeurs du Mali), Mamadou Lamine Diarra du CONSORTIUM ELE-Citoyenneté Droits Humains Inclusifs, Mme Adam Dicko de l'Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD) et d'autres personnalités. Selon le conférencier, Dr. Ibrahima Sangho, le processus de mise en place de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE), au niveau national, connaît de sérieuses difficultés liées aux modalités de désignation des représentants des partis politiques et de la société civile. « Le processus de mise en place de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE) au niveau national souffre de vices de procédure », a-t-il dit. En effet, ajoute-t-il, le Ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation (MATD) a adressé une lettre aux partis politiques et aux organisations de la société civile pour leur demander de désigner leurs re-



présentants. Dans cette lettre, poursuit-il, le ministre affirme que la désignation des membres du Collège sera faite dans un premier temps par tirage au sort et dans un second temps par l'autorité de désignation. La MODELE constate que cette modalité de désignation ne respecte pas la loi électorale qui, en son article 7 alinéa 4, dispose que « Les membres représentant les partis politiques et la société civile sont désignés selon les modalités fixées par ces institutions ou organisations ». La MODELE a observé que certains partis et regroupements de partis politiques dont Ensemble pour le Mali (EPM) et certaines Organisations de la société civile dont l'Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance au Mali, ont dénoncé la violation dudit article par le MATD. « Le retard dans la mise en place de l'AIGE au niveau national, prévue pour le 13 juillet 2022 et non encore effective, risque de compromettre le respect du chronogramme électoral communiqué à la CEDEAO pour la levée des sanctions sur le Mali », a souligné Dr. Sangho. La MODELE attire aussi l'attention sur le délai de mise en place des démembrements de l'AIGE, suivant l'article 24 de la Loi électorale qui stipule : « Les Coordinations au niveau des Régions, du District, des Cercles, des Communes, Ambassades et Consulats sont mises en place six (06) mois avant le début des opérations référendaires et électorales et leurs missions prennent fin un (01) mois après la proclamation des résultats

définitifs ». Au vu du chronogramme qui fixe le référendum au 19 mars 2023, le conférencier précise que tous les démembrements de l'AIGE doivent être mis en place au plus tard le 19 septembre 2022. Au regard de la recrudescence des attaques terroristes, la MODELE exhorte les autorités à davantage sécuriser les personnes et leurs biens sur l'ensemble du territoire national. La MODELE Mali recommande aux autorités de la Transition : davantage de consensus dans la conduite des différentes réformes envisagées ; le respect des dispositions de la loi électorale en ce qui concerne la désignation des membres du collège de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE), notamment les représentants des partis politiques et de la société civile ; la poursuite des efforts de sécurisation des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national ; le respect des droits de l'Homme et la prise de mesures fortes contre la pratique de « l'esclavage par ascendance » ; le dialogue franc et sincère entre les parties signataires de l'Accord pour la paix, issu du processus d'Alger, en vue d'une paix durable au Mali. Répondant aux questions des journalistes, le conférencier, Dr. Sangho, a invité les autorités à respecter la loi et la parole donnée.

Aguibou Sogodogo
Source : Le Républicain

Mariage précoce : Halte au fléau

Le dimanche 8 juillet 2022, à la fin de la messe et après les annonces, monsieur Adama Jean Joseph Dembélé, directeur de l'organisation non gouvernementale (ONG) FDS/ADECIL-Mali s'est fait le porte-parole des autres ONG du Cercle de San dont une des importantes activités est la lutte contre le mariage précoce. Ces ONG sont entre autres Asdap « Programme Debo a Lafia », Educo, Enda-Mali, Wale.

A l'entame de son intervention, monsieur Dembélé a défini ce qu'il faut entendre par mariage précoce. Le mariage précoce, a-t-il précisé, est l'union entre deux personnes, un homme et une femme, dont tous les deux sont des enfants ou l'un des deux. Alors que faut-il comprendre par enfant. Selon la définition internationale, un enfant est une personne humaine de sexe masculin ou féminin qui n'a pas encore atteint l'âge de dix-huit ans révolus. Notre pays, le Mali a signé et ratifié les textes internationaux sur le mariage précoce. Alors, monsieur Dembélé a mis en garde l'auditoire car même si certaines dispo-

sitions légales de notre pays permettent de se marier à l'âge de seize ans avec l'autorisation des parents, s'agissant notamment de la fille, il faut savoir que la loi internationale prime. En ne respectant pas ces dispositions internationales, en mariant votre enfant qui n'a pas atteint dix-huit ans, vous vous exposez à des poursuites judiciaires et à des sanctions. Monsieur Dembélé a ensuite développé les multiples causes des mariages précoces chez nous, entre autres la coutume, la pauvreté des parents, avant de s'étendre sur les conséquences du mariage précoce sur le marié et son épouse : interruption des études, vieillis-

sement précoce, maladies...

L'intervention de monsieur Dembélé qui a salué la présence de beaucoup de jeunes dans la cathédrale Notre-Dame de Lourdes de San ce dimanche, a édifié plus d'un parmi les fidèles. À la fin de son intervention de conscientisation/ sensibilisation. Enfin monsieur Dembélé a souhaité que chacun et chacune soit un relais pour faire un barrage définitif au mariage précoce dans son milieu. Alphonse Dembélé et Yass

Source : Mali Tribune



RCI : La Directrice Exécutive de l'Organisation Internationale du Café (OIC) reçue en audience par le Représentant Permanent de la Côte d'Ivoire pour les Produits de Base



Madame Vanusia Nogueira, Directrice Exécutive de l'OIC a été reçue en audience le Vendredi 12 Aout 2022 à Londres (Royaume-Uni) par SEM Aly TOURE, Représentant Permanent de la Cote d'Ivoire auprès des Organisations Internationales des Produits de Base à Londres, en vue d'échanger sur le programme de travail de l'organisation pour l'année 2021/2022.

Elle était accompagnée pour la circonstance du Dr Denis Seudieu- Economiste en Chef de l'OIC.

D'entrée de jeu, Madame Vanusa a remercié l'Ambassadeur Aly TOURE pour l'audience accordée et indiqué être venue remercier la Cote d'Ivoire pour son soutien à la faveur de son élection en tant que Directrice Exécutive de l'OIC lors de la 131ème session extraordinaire du Conseil de l'Organisation (9-10 Février 2022).

L'Ambassadeur Aly TOURE a félicité la Directrice Exécutive et marqué la disponibilité de la Cote d'Ivoire, de sa participation effective à une économie caféière durable, en travaillant dans un esprit de consensus et en apportant tout le soutien nécessaire au secrétariat de l'Organisation.

Ensuite, les deux personnalités ont échangé sur le nouvel accord. En effet, la Cote d'Ivoire qui est un grand producteur de Café (Troisième Africain après l'Ethiopie et l'Ouganda) attend beaucoup de l'OIC en vue de la durabilité de l'économie caféière mondiale d'une part, et d'autre part de l'amélioration des conditions de vie de ses producteurs.

Le Nouvel accord qui consacre la participation accrue du secteur privé, l'élaboration de projets concrets et l'organisation de tables rondes en vue de lever des fonds, sont des actions qui pourront être bénéfiques pour la chaîne de va-

leur du Café a fait remarquer l'Ambassadeur. Par ailleurs, la Cote d'Ivoire qui assure le porte parlat des pays producteurs de l'Organisation Interafricaine du Café-OIAC) au sein de l'OIC se fera un devoir d'échanger avec les 25 pays membres de l'OIAC sur les opportunités qu'offre le nouvel Accord International de l'OIC, en marge de l'Assemblée Générale de l'OIAC qui se tiendra du 14 au 18 Novembre 2022 à Lomé-TOGO.

Enfin, Madame Vanusa a informé l'Ambassadeur Aly TOURE sur l'évolution des préparatifs relatifs à la prochaine session du Conseil de l'OIC et de ses organes Subsidiaires qui se tiendront à Bogota-Colombie du 03 au 07 Octobre 2022.

Source : A.N

Crise guinéenne : L'agenda du médiateur se précise pendant que la junte entretient le flou



Si le gouvernement de la transition entretient toujours le mythe autour de la mission annoncée du médiateur de la commission économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) à Conakry, il semble que cette fois-ci, c'est la bonne. Des sources diplomatiques consultées par Guineenews le confirment.

Selon notre interlocuteur, le médiateur de la CEDEAO arrivera demain dans la capitale guinéenne

en fin d'après-midi. Le séjour de Boni Yayi serait prévue du « du 16 au 20 août », précise-t-il.

Notre source confie même que « les formalités ont été faites » dans ce sens, faisant référence au communiqué de presse de la commission de la CEDEAO du 13 août dernier.

Du côté du ministère du Affaires Etrangères où nous avons essayé d'avoir l'information, c'est l'omerta totale sur le sujet pourtant plus que

d'actualité. Ce qui suppose que soit Morisanda Kouyaté fait de la rétention de l'information ou que la junte cacherait quelque chose en entretenant le flou alors que l'agenda de l'organisation régionale est plutôt dévoilé depuis ce week-end.

Source : GuinéeNews

Espagne : Ronaldo entame son plan secret pour revenir au Real Madrid

Cristiano Ronaldo a une petite idée derrière la tête lorsqu'il se propose à de nombreux clubs afin de quitter Manchester United. L'objectif du quintuple ballon d'or et de son agent est d'attiser l'intérêt du Real Madrid en utilisant l'Atlético de Madrid.

Ayant souhaité quitter Manchester United, Cristiano Ronaldo passe à la vitesse supérieure surtout après la honte que les Red Devils ont subi samedi à Brentford. Le lusitanien tente d'activer son plan secret pour revenir au Real Madrid. Et c'est la bombe lâchée ce lundi en Espagne.

Selon TodoFichajes et Sport, l'idée serait d'entrer en contact avec les Colchoneros. Ceci pour tenter de faire réagir le Real Madrid et cela lui donnera peut-être la chance de porter à nouveau les couleurs du club madrilène. L'objectif de Cristiano Ronaldo serait donc de signer officiellement son grand retour au Real Madrid.

Car le Real Madrid n'acceptera pas voir le lusitanien chez le rival, puisqu'il reste le plus grand footballeur qu'a connu la Casa Blanca. Ce n'est pas la première fois que Ronaldo utilise cette stratégie. La saison dernière, le quintuple ballon d'or a entamé des discussions avec Manchester City. Il est parvenu à un accord et cela a déclenché les intérêts de son ancien club, Manchester United qui a tout fait pour officialiser dans les brefs délais, le retour de Cr7. Le média précise que c'est un plan que le joueur portugais et son agent, Jorge Mendes, tente de reproduire avec les deux équipes de la capitale espagnole, l'Atlético de Madrid et le Real Madrid.

Source : Afrique Sports





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous donnez du souffle et de l'élan à des démarches audacieuses qui s'avèreront payantes. Jupiter n'aura pas froid aux yeux et vous donnera le courage d'affirmer vos ambitions professionnelles. Ne rougissez pas de vouloir décrocher un meilleur poste.

La chance vous sourira notamment en matière d'argent, mais cela n'aura rien à voir avec le hasard, car vous la provoquerez. Vous ne gaspillerez certainement pas vos euros dans des gains improbables dans des jeux. Vous aurez des idées plus réalistes.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous vous attèlez à vos occupations avec une attitude constructive et résolue. Vous souhaitez aller de l'avant et vous entraînez les autres dans votre sillon. Vos activités seront porteuses et vos collègues reconnaîtront vos qualités.

Vos soucis seront à mettre sur le compte de questions plus relationnelles que matérielles. Si vous ne gagnez pas d'argent, ce sera parce que l'on refusera de vous en donner. Vous considèrerez ce refus comme une injustice, dont vous demanderez réparation.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pouvez travailler avec une collaboratrice qui vous apporte du réconfort moral. Elle peut vous encourager à continuer vos tâches. C'est grâce à des rencontres dans votre service que vous allez de l'avant. Écoutez vos ambitions professionnelles.

Les finances sont au beau fixe tant que vous ne craquez pas sur des gadgets. Il est utile de revoir votre relation à l'argent. Elle peut être basée sur de mauvaises habitudes. La journée favorise la prise de bonnes résolutions pour stabiliser le budget.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les dissonances en provenance de la planète rouge pourront vous exposer à des trahisons ou à des formes de chantage plus ou moins déguisées. Neptune ne sera pas en reste. Ces contrariétés pourront vous faire subir une méchante douche écossaise.

Rien ne sera facile ! L'influence perturbatrice de Neptune accentuera le climat de méfiance que vous éprouverez vis-à-vis de votre banque. Certains frais bancaires vous sembleront anormalement élevés. Vos demandes de renseignements resteront sans réponse.



Lion (22 juillet - 23 août)

Côté motivation, vous serez au top, de quoi vous donner à fond et de mettre les bouchées doubles dans votre travail. En revanche, si vous devez obéir à des ordres, ce sera plus compliqué. Le ton montera et vous risquerez des conflits avec un supérieur.

Vous aurez de bonnes raisons d'être optimiste, car l'argent ne devrait plus être un trop gros problème en ce moment. Si vous attendez une somme, le versement d'indemnités ou des facilités de paiement, tout devrait se décanter dans le bon sens du terme.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous saurez vous imposer auprès de vos collègues ou supérieurs avec une plus grande autorité, mais sans aucune agressivité. Ces échanges vous permettront de dissiper certains doutes et de vous remettre au travail de façon nettement plus efficace.

Financièrement, cela ne sera pas une période de vaches maigres, mais vous ouvrirez votre porte-feuille à bon escient. Vous justifierez vos dépenses par l'entretien de la maison, les divertissements des enfants et une petite part à la fantaisie.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous appréciez les collègues avec qui vous travaillez. Ils vous le rendent bien et l'ambiance dans le service est chaleureuse. Parler dans une réunion et donner des idées pourraient être une expérience nouvelle. Attendez-vous à des opportunités agréables.

Les dépenses restent très importantes. Elles apportent des satisfactions sur le moment, mais attention aux regrets. Les frais sont déclenchés par des sorties ou la visite de proches. Les amis occasionnent aussi ces frais. Restez modéré avec les achats.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si vous êtes directeur de société ou chef d'entreprise, outre l'aspect valorisant de votre statut professionnel, vous aurez une raison supplémentaire de vous accrocher à votre poste : le transmettre à votre enfant ! Vous pensez vraiment à tout...

Contrairement à certains volatiles, vous ne vous laisserez pas plumer aujourd'hui, bien entendu sur un plan strictement financier ! Quelles en sont les raisons ? Elles sont simples : une part de chance, une part de jugeote et un dernier tiers de sagesse...



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Mars vous mettra sous pression. Vos rapports seront tendus avec votre direction et les raisons de vous énerver seront nombreuses. Évitez les réactions à chaud et faites appel à vos alliés du moment, le Soleil et Mercure pour trouver des solutions.

Avec Jupiter dissonant à Neptune, soyez prudent. Car si la chance se manifeste, elle pourrait aussi très vite tourner et pas dans le bon sens, vous mettant ainsi face à des réalités difficiles. Les non-paiements vous vaudront des frais supplémentaires.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Le transit de Mercure dans votre maison X aura pour effet de relancer, de dynamiser votre carrière. Vous serez totalement impliqué dans votre activité. Vous évoluerez dans une période décisive qui vous confrontera à une nouvelle méthode de travail.

Jupiter dans votre secteur d'ombre vous apportera des contrariétés du côté argent. Vous devrez renoncer à un avantage financier, matériel. Vous pourriez vous retrouver dans de réelles difficultés avant de conclure un arrangement qui vous conviendra.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Un nouveau contrat pourrait arriver par un concours de circonstances. Il est important de vous faire confiance, car le poste proposé peut demander des responsabilités. Osez saisir l'opportunité. Un appui d'un supérieur hiérarchique peut vous aider.

Continuez à contrôler le budget. Il s'envole dans différentes dépenses. Les économies sont difficiles. Essayez de dépenser modérément. Pour garder l'équilibre financier, de bonnes astuces sont trouvées. Grâce à votre créativité, vous pouvez bricoler.



Poisson (19 février - 21 mars)

Dans votre métier, vous serez très professionnel. Ce ne sera pas le cas de tout le monde... Au final, malgré votre attitude exemplaire, vous ne gagnerez pas plus d'argent que vos collègues. Vos supérieurs ne s'en rendront même pas compte. Décevant !

Vos dépenses superflues ? Aujourd'hui, les dissonances de Saturne vous feront croire qu'elles sont indispensables. Ce sera un leurre... Ami Poissons, vous pourrez même ironiser à propos de toutes ces fourmis soucieuses d'économiser leur argent.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23